MISE EN LIGNE LE 30-03-2026

COMMUNE D'UNIEUX
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL ORDINAIRE EN DATE DU SAMEDI 21 MARS 2026

Le samedi vingt et un mars deux mille vingt-six à dix heures, les membres composant le Conseil municipal de la Ville d'Unieux se sont réunis en salle du Conseil municipal sous la présidence de Monsieur Christophe FAVERJON, Maire, après avoir été convoqués en date du dix-sept mars deux mille vingt-six, en application des articles L.2121.10 et L.2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents : MM et Mmes Christophe FAVERJON, Fabrice MIALON, Gisèle ARSAC, Manuel DE SA, Véronique ROMEYER, Nicolas DUTARTRE, Djida OUCHAOUA, Daniel RATHIER, Corinne CABUT, Juliette HAUW, Dominique DRIOT, Monique FAURAND, Pierre-Yves RASCLE, Agnès PESTRE, Michel PEYRIN, Fabrice CORDAT, Dalila GOUDJIL, Ahmed CHIKH, Laurent LAFRÉCHOUX, Jean-Yves CHAUSSIN, Clémentine PAGNIER, Lydie PLOTON, Bernard CHAPELON, Sébastien MARTINEZ, Laurie SCHUT MANTIONE, Émeline VIALLETON, Noah OULAHAL.

Pouvoirs déposés : M. Stéphane CESARATTO à M. Christophe FAVERJON, Mme Séverine NOWAKOSKI à M. Sébastien MARTINEZ.

Nombre de conseillers : 29 - **Nombre de présents** : 27 - **Nombre de votants :** 29
Désignation de secrétaire de séance : M. Noah OULAHAL.

DELIBERATION N° 2026-03- 04

OBJET : DÉLÉGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

VU l'article L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,
CONSIDÉRANT qu'il y a intérêt, en vue de faciliter la bonne marche de l'administration communale, à donner à Monsieur le Maire les délégations prévues par l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
CONSIDERANT que le Conseil municipal peut charger le Maire d'exécuter, en tout ou partie, et pour la durée du mandat les attributions visées à l'article ci-dessus,
CONSIDÉRANT qu'il a été proposé aux membres du Conseil municipal de bien vouloir charger Monsieur le Maire pour la durée du mandat les attributions suivantes :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales,

2° De fixer, dans les limites déterminées par le Conseil municipal à 500 euros, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

3° De procéder, dans les limites fixées par le Conseil municipal à 1 000 000 euros, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions de l'alinéa c. de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires,

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes,

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros,

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts,

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes,

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement,

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme,

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, dans les conditions que fixe le Conseil municipal,

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, devant toutes les juridictions civiles ou administratives,

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le Conseil municipal,

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local,

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux,

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le Conseil municipal et fixé à 500 000 euros,

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du Code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le Conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code,

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du Code de l'urbanisme,

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune,

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,

25° De demander à l'État ou à d'autres collectivités territoriales et tous organismes, l'attribution de subventions pour les projets approuvés par le Conseil municipal,

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL À L'UNANIMITÉ,

- DÉCIDE d'attribuer à Monsieur le Maire et pour la durée du mandat les délégations telles que proposées ci-dessus.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Fait à UNIEUX, le 21 mars 2026.

Le secrétaire de séance,
Noah OULAHAL.

Le Maire,
Christophe FAVERJON.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
042-214203168-20260321-DELIB2026-03-04-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 25/03/2026

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE D'UNIEUX
(Loire)